

4,87

SCORE DE CRIMINALITÉ

106^e sur 193 pays

22^e sur 44 pays européens

6^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

4,63

TRAITE DES PERSONNES **5,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **3,50**

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION **2,50**

TRAFIC D'ARMES **5,50**

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **6,00**

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **4,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **1,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **3,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES **7,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **2,50**

COMMERCE DE COCAÏNE **6,00**

COMMERCE DE CANNABIS **4,50**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **4,00**

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **7,00**

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **7,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,10

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **4,50**

RÉSEAUX CRIMINELS **4,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **2,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **7,50**

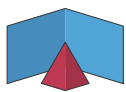
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **7,50**



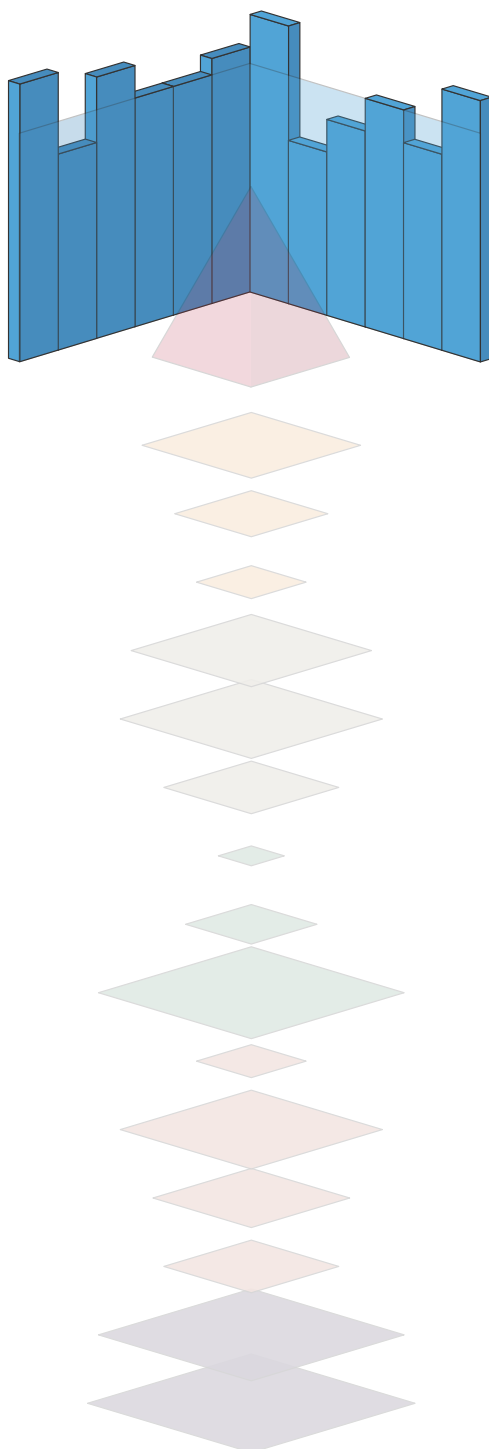
7,04

SCORE DE RÉSILIENCE





SUISSE



7,04

SCORE DE RÉSILIENCE

25^e sur 193 pays

17^e sur 44 pays européens

9^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	8,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	6,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	8,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	7,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	7,00
FORCES DE L'ORDRE	7,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	8,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	5,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	6,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	7,00
PREVENCIÓN	6,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	8,00



4,87

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS

4,63



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,10



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La Suisse est principalement un pays de destination et de transit pour la traite des personnes, les victimes se trouvant souvent dans des secteurs tels que la prostitution, la construction, les services de restauration et l'agriculture. Malgré les efforts déployés pour lutter contre ce crime, de nombreux cas ne sont pas signalés et le pays a été critiqué pour son manque d'efficacité dans la lutte contre la traite des personnes. En outre, il n'existe pas de procédures nationales standardisées d'identification et de transfert pour protéger les victimes d'éventuelles poursuites pénales. Les victimes de la traite des personnes en Suisse proviennent principalement d'Europe de l'Est. Certaines enquêtes ont également impliqué des victimes et des auteurs d'Asie et d'Afrique de l'Ouest, bien que les auteurs puissent également être des citoyens suisses.

La Suisse est à la fois un pays de destination et de transit pour le trafic d'êtres humains. Le marché n'est pas particulièrement important, mais il serait en augmentation. La majorité des personnes introduites clandestinement arrivent par les routes des Balkans et de l'Adriatique et entrent en Suisse par voie terrestre, ferroviaire ou aérienne. Depuis la levée des restrictions liées au COVID-19, les entrées non autorisées ainsi que le nombre de victimes, ont considérablement augmenté. Les services suisses de contrôle des frontières traitent régulièrement des cas de trafic d'êtres humains, principalement en raison de la situation géographique centrale de la Suisse en Europe. Les autorités ont appréhendé de nombreux ressortissants afghans et marocains, et la guerre en cours en Ukraine a suscité des inquiétudes quant au risque accru de trafic d'êtres humains dans la région. Les membres des organisations criminelles impliquées dans le trafic d'êtres humains ont souvent des liens ethniques avec les personnes introduites illégalement. Il a été rapporté que des groupes albanais, syriens et érythréens, ainsi que des groupes du Moyen-Orient, de Chine, d'Afrique et du Sri Lanka sont activement impliqués dans le trafic d'êtres humains en Suisse. Le trafic vers la Suisse fait de plus en plus appel à des documents falsifiés de meilleure qualité, fabriqués dans des ateliers d'Europe du Sud-Est et de l'Est.

Bien qu'il y ait peu de preuves de racket d'extorsion et de chantage à la protection dans le pays, des membres de la mafia italienne auraient perpétré ce genre de crimes à la frontière avec la Suisse.

COMMERCE

Bien que des rapports et des enquêtes soient apparus au fil des ans, suggérant une tendance inquiétante concernant l'importation d'armes illégales vers le pays depuis le début des années 2010, la Suisse est généralement connue pour ses faibles niveaux de contrebande d'armes à feu et de munitions, avec peu de condamnations pour commerce illégal, malgré un taux élevé de possession d'armes à feu par les particuliers. Le pays sert de point de trafic d'armes pour les groupes mafieux italiens, qui se procurent des armes en les important directement de Suisse ou en les achetant auprès de réseaux professionnels spécialisés dans leur acquisition.

La contrefaçon s'est développée en Suisse ces dernières années, les consommateurs payant pour des produits « suisses » contrefaits tels que des montres, des appareils ménagers et des médicaments. Les entreprises suisses ont subi des pertes importantes à cause de ce marché illicite, les industries de la bijouterie et de l'horlogerie étant les plus touchées, suivies par l'électronique, la métallurgie et les machines. Les vêtements et les chaussures de marques suisses sont également victimes de la contrefaçon. La majorité des produits de contrefaçon vendus dans le pays ont été fabriqués en Chine, à Singapour et en Turquie, l'Inde étant particulièrement concernée par les médicaments de contrefaçon. L'augmentation des saisies de produits contrefaits montre que la pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation des achats en ligne, ce qui a eu pour effet d'accroître le volume de médicaments contrefaits commercialisés. En ce qui concerne les biens de consommation soumis à accise, même si la consommation de produits du tabac de contrebande a diminué dans le pays ces dernières années, le commerce illicite de ces produits reste répandu, ce qui entraîne des pertes importantes en termes de recettes fiscales non perçues par le gouvernement. L'Allemagne et l'Italie sont les pays d'origine habituels des cigarettes de contrebande (et aussi de contrefaçon) qui arrivent en Suisse.

ENVIRONNEMENT

La Suisse est généralement considérée comme un pays à faible risque en ce qui concerne la récolte et l'exploitation illégales du bois, bien que des espèces de valeur soient parfois volées. Même si la Suisse n'est pas un pays d'origine pour le bois illégal, c'est un pays de destination en Europe, la plupart du bois illégal arrivant avec des documents en règle. La majorité des articles confisqués, qui arrivent généralement par les aéroports, proviennent de Thaïlande et de Singapour. Cependant, rien n'indique que des groupes criminels organisés soient impliqués dans le commerce du bois en Suisse. En ce qui concerne la criminalité liée aux espèces sauvages, la Suisse est un pays de transit et de

destination, avec des saisies occasionnelles importantes, mais sans marché consolidé sous le contrôle de groupes criminels organisés. Le pays est demandeur de caviar, ce qui attire les réseaux de contrebande de caviar d'Europe de l'Est et de Russie. En outre, la Suisse a des marchés aux reptiles où des marchands illégaux d'espèces sauvages vendent des reptiles et des amphibiens vivants. La plupart des produits illégaux à base de reptiles saisis dans l'UE avaient été importés légalement par la Suisse, mais ne disposaient pas de permis de réexportation. Le pays est également une destination pour la viande de brousse africaine. En ce qui concerne les saisies importantes, les criminels sont principalement des ressortissants étrangers qui collaborent avec des acteurs suisses.

La Suisse est l'un des plus grands importateurs d'or au monde. Elle traite des milliers de tonnes par an, principalement en provenance d'Argentine, du Chili, des Émirats arabes unis et du Pérou, et le commerce est opaque, ce qui rend difficile d'estimer le pourcentage de commerce illicite. Le pays compte peu de cas significatifs de commerce illégal de ressources non renouvelables et la violence associée à ce secteur est minime. La Chine a été impliquée comme pays d'origine de l'or de contrebande, et les Émirats arabes unis acquièrent de l'or illégalement dans des pays tels que le Soudan et la République démocratique du Congo pour l'exporter vers la Suisse. La Suisse contribue également à l'expansion de l'exploitation minière illégale en Amérique latine, les acteurs criminels impliqués dans le trafic d'or se livrant aussi au trafic de drogue, à la traite des personnes et au blanchiment d'argent. L'absence de réglementation et de transparence dans le commerce des matières premières permet aux entreprises suisses de faciliter le commerce illicite de matières premières, comme la contrebande de pétrole libyen par un réseau opérant en Libye, en Italie et à Malte.

DROGUES

La Suisse est surtout un pays de destination pour l'héroïne, qui est principalement vendue et distribuée par des groupes albanais. Toutefois, les mafias italiennes sont également impliquées dans ce commerce. L'héroïne est principalement produite en Afghanistan, acheminée clandestinement vers la Turquie, puis vers la Suisse via les Balkans occidentaux. En termes de consommation, près des trois quarts des usagers d'héroïne suivent un traitement de substitution, soit le taux le plus élevé au monde. Malgré la stabilisation du marché de l'héroïne en Suisse, l'impact direct et indirect sur la société reste élevé en termes de coûts sociaux liés à sa gestion.

La Suisse est un pays de destination important pour la cocaïne, cette drogue étant principalement distribuée par des réseaux ouest-africains et italiens, dont des Nigériens, ainsi que par des dealers de Gambie, de Guinée, d'Amérique latine, d'Albanie et de Suisse. La cocaïne est transportée depuis l'Amérique du Sud via l'Afrique de l'Ouest et entre

en Suisse par l'Espagne et/ou les Pays-Bas, dissimulée dans des bagages ou des véhicules. La cocaïne est principalement vendue dans la rue, en privé ou sur internet. La Suisse affiche des taux de consommation de cocaïne par habitant parmi les plus élevés d'Europe, Zurich, Saint-Gall, Genève et Bâle figurant parmi les dix premières villes européennes dans ce domaine. Une analyse récente des eaux usées suggère que la consommation de cocaïne en Suisse reste stable par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Le cannabis reste la substance illégale la plus couramment consommée en Suisse, dont au moins la moitié est produite dans le pays. Avec la pandémie de COVID-19, une partie du marché se serait déplacée en ligne, exposant potentiellement les consommateurs à des réseaux criminels. Les autorités suisses ont également signalé une augmentation des saisies de colis contenant de grandes quantités de cannabis en provenance de pays africains et à destination du Royaume-Uni, souvent payés en cryptomonnaie. La détection du cannabis illégal est difficile en Suisse, car les commerces légaux et illégaux de cannabis se chevauchent souvent et les utilisateurs ont tendance à consommer à la fois des produits légaux et illégaux, en fonction du taux de THC. Le cannabis à faible teneur en tétrahydrocannabinol a été dépénalisé en Suisse en 2012 et, depuis lors, le pays a fait preuve d'un engagement constant en faveur de la réglementation du cannabis à des fins récréatives ou médicales comme nouvelle solution pour protéger la santé publique et lutter contre le marché illégal. Dans cette optique, et suite aux demandes croissantes d'autorisation, la Suisse a légalisé le cannabis médical en 2021. De plus, des villes suisses telles que Bâle et Zurich pilotent la distribution légale de cannabis récréatif afin d'étudier les impacts de la légalisation sur le comportement des consommateurs.

La Suisse est principalement un pays de destination pour les drogues de synthèse, l'ecstasy (MDMA) étant l'une des drogues illicites les plus populaires. Le marché des drogues de synthèse semble se développer, avec une augmentation de la consommation d'amphétamine et de méthamphétamine, selon l'analyse des eaux usées. Les acteurs criminels varient en fonction du type de drogue de synthèse, certains consommateurs se livrant au trafic de ces drogues ou les achetant à des trafiquants et les vendant à travers leur propre réseau. Les drogues sont principalement produites aux Pays-Bas, dans le nord de la Belgique, en Europe de l'Est, en Asie, en Thaïlande ou aux Philippines, avec très peu de production de drogues de synthèse en Suisse. La consommation de LSD dans les villes suisses est une tendance récente, et les acteurs impliqués, les structures d'approvisionnement et la taille du marché ne sont pas encore déterminés.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

En 2022, la Suisse a connu une augmentation des signalements liés à la criminalité cyberdépendante, le pays enregistrant un nombre élevé d'incidents de ce type. Les attaques par ransomware ont été récurrentes au cours de cette

période, et les experts pensent que cette tendance va continuer à s'accroître. On pense que les chiffres réels de la cybercriminalité sont plus élevés, car de nombreuses organisations choisissent de ne pas signaler ces incidents pour ne pas nuire à leur réputation. De nombreuses grandes entreprises sont devenues la cible de cyberattaques en raison de la vulnérabilité de leurs serveurs et de leurs systèmes informatiques. Les entreprises illicites utilisent également de plus en plus les crypto-technologies en Suisse, de nombreux acteurs ayant recours aux cryptomonnaies après avoir été expulsés des banques privées, qui craignent pour leur réputation face à la criminalité en col blanc. La criminalité financière impliquant le détournement possible de fonds numériques a également été signalée, les clients et les utilisateurs des plateformes d'échange de cryptomonnaies étant soupçonnés d'avoir détourné des fonds. En outre, les attaques de ransomware demandant une rançon en cryptomonnaie se sont multipliées.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La Suisse a la réputation d'être une plaque tournante du secret financier, des individus du monde entier s'y réunissant pour dissimuler leur argent des autorités fiscales et des enquêteurs. Le pays est également confronté à un problème de corruption dans le secteur financier, qui implique des complices tels que des avocats, des notaires et des agents immobiliers qui aident les criminels à blanchir leurs fonds illicites. Malgré les mesures prises par les autorités et les changements apportés aux cadres réglementaires, des enquêtes journalistiques telles que les Pandora Papers et Suisse Secrets ont révélé le rôle actif des banques suisses et des conseillers en gestion de patrimoine dans l'aide apportée à des criminels présumés pour dissimuler leurs fortunes. En outre, la fraude douanière ou fiscale impliquant la manipulation des prix de transfert se produit également en Suisse.

Des statistiques récentes montrent que les infractions cyber-facilitées ont augmenté au cours des dernières années, la majorité d'entre elles étant liées à la criminalité financière. L'infraction la plus fréquente est la non-livraison de biens déjà payés sur les plateformes de petites annonces,

suivie par l'utilisation abusive des systèmes de paiement en ligne ou de données d'identification personnelle pour commettre des fraudes.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Des acteurs criminels étrangers, tels que la mafia italienne, sont actifs en Suisse depuis les années 1970, et certains d'entre eux peuvent aujourd'hui être des membres de la diaspora de deuxième génération, ce qui brouille les frontières entre les acteurs étrangers et locaux. En outre, des groupes criminels étrangers, tels que les mafias des Balkans, dominent les marchés criminels suisses de la drogue, de la traite des personnes, du trafic d'êtres humains et du trafic d'armes. Les gangs d'Afrique de l'Ouest, en particulier les associations criminelles nigérianes, ont également établi des réseaux en France et en Italie voisines, avec une influence croissante au cours des dernières décennies. Avec peu de réseaux criminels nationaux, le marché criminel suisse est largement contrôlé par des acteurs étrangers.

Le secteur privé suisse est également touché par la corruption, avec des complices dans le secteur financier, aux côtés d'avocats, de notaires et d'agents immobiliers qui aident les criminels à blanchir leurs fonds illicites. Les acteurs majeurs de l'industrie pharmaceutique et des matières premières, ainsi que les fédérations sportives internationales, sont tous exposés à un risque élevé de corruption. Malgré les lois et les codes de conduite, la corruption reste un défi important pour la Suisse, comme le montrent les fuites de données telles que les Panama Papers et les Pandora Papers. Rien n'indique que des acteurs criminels intégrés à l'État constituent un problème en Suisse ou qu'ils exercent une quelconque influence sur le pays, malgré quelques cas sporadiques de corruption et des préoccupations généralisées concernant la faiblesse des réglementations en matière d'intégrité et de lobbying. En ce qui concerne les groupes de type mafieux, les responsables suisses de l'application de la loi ont signalé que des clubs de motards hors-la-loi opèrent en Suisse et sont impliqués dans diverses activités criminelles, notamment le trafic d'armes, de drogues et la traite des personnes, ainsi que l'extorsion d'entreprises locales. Ces groupes ont souvent recours à la violence et aux armes pour contrôler leur territoire.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La Suisse est largement reconnue comme l'un des pays les plus stables au monde, avec un gouvernement qui jouit d'une confiance élevée parmi ses citoyens. Le processus démocratique est considéré comme indépendant et compétent, sans problèmes significatifs de corruption ou de malversations. Si certains secteurs peuvent présenter des faiblesses en matière de gouvernance, cela n'affecte pas la confiance générale du public dans le gouvernement. Le système politique suisse est transparent et responsable, mais il reste vulnérable à la corruption. L'organe de lutte contre la corruption ne dispose pas de l'expertise, du budget et de la stratégie nécessaires, ce qui a conduit à des scandales dans des entreprises publiques. Le népotisme et le trafic d'influence sont des préoccupations dans certains secteurs, tels que le sport, les ONG et les entreprises multinationales.

La Suisse participe activement à la communauté internationale dans la lutte contre la criminalité organisée transnationale. Le pays a ratifié les principaux traités internationaux et a signé des traités de coopération policière avec l'Italie et l'Allemagne. La Suisse continue également d'entretenir des relations étroites avec l'UE par le biais d'accords bilatéraux régissant un large éventail de sujets, notamment un accès plus facile au marché et une coopération transfrontalière en matière d'asile, de sécurité, d'environnement et de culture. Elle a également créé la base juridique nécessaire pour coopérer avec le Parquet européen et adopté une nouvelle législation pour partager ses données policières en Europe afin d'améliorer les contrôles aux frontières. Toutefois, la coopération internationale de la Suisse en matière de lutte contre le blanchiment d'argent présente encore des lacunes. Les autorités suisses doivent adopter une approche systématique de collecte de statistiques afin d'évaluer l'efficacité et l'efficacité de leurs mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. La Suisse a mis en place plusieurs politiques et lois nationales pour lutter contre la traite des personnes, le trafic de drogue et la cybercriminalité. Le pays a également adopté une législation révisée sur les armes, conformément aux nouvelles réglementations de l'UE, bien que ses lois sur les armes à feu soient relativement libérales. Le gouvernement suisse s'est engagé à éradiquer la traite des personnes, mais le manque de coordination fédérale dans son plan d'action national suscite des inquiétudes. La Suisse a progressé dans la réglementation des exportations et des produits du bois et dans la lutte contre les flux financiers illicites, mais il reste encore à faire pour empêcher que des fonds d'origine illicite ne soient déposés dans les banques suisses. La Suisse a alourdi les peines pour le soutien ou la participation à une organisation criminelle, y compris pour des infractions commises en dehors du pays, ce qui indique un changement qui priorise les enquêtes et les poursuites relatives à la criminalité organisée nationale et transnationale.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

À l'heure actuelle, les principaux partis politiques suisses nominent des candidats à la Cour suprême de leurs propres rangs, reflétant leur force relative au sein du parlement. Les juges sont tenus de se faire réélire par les législateurs tous les six ans. Ce chevauchement inhabituel entre les tribunaux et la politique est une faille institutionnelle qui rend le pouvoir judiciaire vulnérable aux pressions politiques. En outre, les juges versent traditionnellement une partie de leur salaire à leur parti respectif. La population carcérale de la Suisse est modérée, les ressortissants étrangers constituant la majorité des détenus. Il n'y a aucune indication de surpopulation, de conditions inhumaines ou de contrôle du système pénitentiaire par la criminalité organisée.

La police fédérale suisse coordonne les enquêtes criminelles internationales, y compris celles relatives à la criminalité organisée, au blanchiment d'argent et au terrorisme. Des unités spéciales au sein de l'agence se concentrent sur la traite des personnes, le trafic d'êtres humains et la criminalité financière. Le gouvernement suisse a récemment adopté une loi permettant de partager les données de la police avec les agences européennes chargées de l'application de la loi afin de renforcer les contrôles aux frontières et de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. La police a également développé une nouvelle stratégie qui donne la priorité à la lutte contre les groupes de type mafieux. Les enquêtes montrent régulièrement que la police suisse est l'institution gouvernementale la plus digne de confiance, suivie par les tribunaux.

La situation géographique de la Suisse et sa réglementation fiscale permissive en ont fait un marché attractif pour la criminalité organisée, en particulier dans les domaines des stupéfiants, de la traite des personnes et du trafic d'armes. La Suisse a renforcé les contrôles aux frontières en coordination avec les efforts du système d'entrée/de sortie de l'UE et s'efforce de partager les données de la police avec les agences européennes d'application de la loi. Les gardes-frontières suisses collaborent avec d'autres agences sur le partage d'informations et les programmes de formation et sont liés à la formation spéciale de l'administration fédérale des douanes pour les enquêtes plus complexes et transrégionales.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'organisme suisse de lutte contre le blanchiment d'argent joue un rôle essentiel dans l'analyse et le signalement des activités suspectes. Cependant, le pays a été critiqué pour son manque de résilience face au blanchiment d'argent, en grande partie à cause de sa législation robuste sur

le secret bancaire. Les récents efforts législatifs visant à améliorer les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent ont également été critiqués pour ne pas être à la hauteur des réformes nécessaires, notamment en termes de transparence et de responsabilité des intermédiaires financiers, des fiduciaires et des notaires.

L'environnement réglementaire économique de la Suisse vise à réguler la formation de cartels qui ont des effets socialement ou économiquement nuisibles. Les affaires de criminalité économique sont traitées par la police et le ministère public, certaines unités administratives poursuivant au nom du ministère public dans des domaines spécifiques tels que la criminalité en col blanc. Malgré les problèmes persistants liés au blanchiment d'argent et au secret bancaire, la Suisse est considérée comme l'une des économies les plus libres du monde.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les organisations de la société civile jouent un rôle plus important que le gouvernement dans la fourniture de structures et de programmes de soutien aux victimes de la criminalité organisée en Suisse. Bien que le pays dispose d'un cadre de soutien assez solide pour les victimes de la traite, les critiques restent concentrées sur les vulnérabilités spécifiques des personnes entrées clandestinement dans le pays et des victimes réfugiées, ainsi que sur les procédures d'identification inadéquates. En effet, les programmes de soutien aux victimes se concentrent principalement sur les besoins des femmes et des enfants, et les hommes victimes de la traite des personnes sont comparativement désavantagés. Bien que le gouvernement ait facilité l'octroi d'une assistance supplémentaire aux victimes étrangères de la traite, notamment un soutien financier et des permis de séjour, peu de permis de séjour longue durée ont été accordés et les autorités ont souvent fourni aux victimes une aide au rapatriement. La protection des victimes reste du ressort des autorités cantonales et la prise en charge des victimes en Suisse diffère d'un canton à l'autre.

La prévention est l'un des trois piliers de la stratégie suisse de lutte contre la criminalité organisée. Toutefois, les lanceurs d'alerte ne bénéficient pas d'une protection efficace, tant dans le secteur public que dans le secteur privé ; cette situation est largement critiquée, bien que les cadres juridiques au niveau infranational se soient quelque peu améliorés.

La Suisse est connue pour être un centre qui regroupe maintes ONG internationales, avec un secteur de la société civile fort et indépendant, y compris un paysage médiatique réputé. Cependant, peu d'organisations de la société civile se concentrent sur la Suisse elle-même, et la plupart du soutien se limite aux victimes de la traite des personnes et de l'exploitation sexuelle. Les ONG opèrent généralement sans restrictions, bien que certains groupes soient surveillés par le gouvernement. Malgré un niveau élevé de liberté des

médias, les autorités restreignent l'accès aux documents gouvernementaux, ce qui entrave la collecte de données et le journalisme d'investigation. La presse écrite en Suisse est en déclin en raison de la numérisation généralisée des sources médiatiques, ce qui a entraîné une réduction des coûts et la fermeture de plusieurs journaux locaux. Toutefois, de nombreux médias exclusivement numériques ont vu le jour ces dernières années.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.